

d'eau non navigables n'est pas adopté en vertu de l'article 5, § 2 et que l'Atlas du réseau hydrographique de la Région de Bruxelles-Capitale n'est pas approuvé en vertu de l'article 7.

Art. 29. Pour la gestion des cours d'eau non navigables classés qui forment la limite entre deux Régions, les règles en vigueur au jour précédent l'entrée en vigueur de la présente ordonnance demeurent d'application tant que l'accord de coopération visé ou le résultat de la concertation prévue à l'article 15 de la présente ordonnance n'est pas approuvé par les Gouvernements compétents et publié au *Moniteur belge*.

Art. 30. Les riverains des cours d'eau non navigables classés sont tenus de satisfaire aux obligations figurant à l'article 18, § 1^{er}, 4^e et 5^e, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de l'arrêté de classement visé à l'article 5, § 2.

Art. 31. La présente ordonnance entre en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 mai 2019.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme, de la Fonction publique, de la Recherche scientifique et de la Propreté publique,

R. VERVOORT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au Développement,

G. VANHENGEL

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente,

D. GOSUIN

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de la Mobilité et des Travaux publics,

P. SMET

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée du Logement, de la Qualité de Vie, de l'Environnement et de l'Energie,

C. FREMAULT

—
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2018-2019

A-795/1 Projet d'ordonnance.

A-795/2 Rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion : séance du lundi 29 avril 2019.

Adoption : séance du mardi 30 avril 2019.

klasseringsbesluit van de onbevaarbare waterlopen niet goedgekeurd is krachtens artikel 5, § 2 en zolang de Atlas van het hydrografisch netwerk van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest niet goedgekeurd is krachtens artikel 7.

Art. 29. Voor het beheer van de geklasseerde onbevaarbare waterlopen die de grens vormen tussen twee Gewesten, blijven de regelingen die gelden op de dag die aan de inwerkingtreding van onderhavige ordonnantie voorafgaan, van toepassing, zolang het bij artikel 15 van deze ordonnantie voorziene samenwerkingsakkoord of de uitkomst van de in die bepaling bedoelde overlegprocedure niet door de bevoegde regeringen goedgekeurd is en in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt is.

Art. 30. De aangelanden van een geklasseerde onbevaarbare waterloop worden geacht de verplichtingen van artikel 18, § 1, 4^e en 5^e, na te komen binnen een periode van 2 jaar te tellen vanaf de inwerkingtreding van het klasseringsbesluit zoals bedoeld in artikel 5, § 2.

Art. 31. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2020.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 16 mei 2019.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme, Openbaar Ambt, Wetenschappelijk Onderzoek en Openbare Netheid,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking,

G. VANHENGEL

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Tewerkstelling, Economie en Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

D. GOSUIN

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit en Openbare Werken,

P. SMET

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Huisvesting, Levenskwaliteit, Leefmilieu en Energie,

C. FREMAULT

—
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2018-2019

A-795/1 Ontwerp van ordonnantie.

A-795/2 Verslag.

Integraal verslag :

Bespreking : vergadering van maandag 29 april 2019.

Aanneming : vergadering van dinsdag 30 april 2019.

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2019/30519]

9 MAI 2019. — Arrêté 2018/2566 du Collège de la Commission communautaire français réglant l'intervention de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour l'utilisation des transports en commun publics

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, notamment l'article 22 ;

Vu l'arrêté 2008/470 du Collège de la Commission communautaire française du 15 janvier 2009 organisant l'octroi d'un libre-parcours STIB et d'un libre-parcours MTB au personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 22 mars 2019 ;

Vu le protocole n° 2018/10 du 24 septembre 2018 relatif à l'accord sectoriel 2018-2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu le protocole n° 2019/14 du 13 mars 2019 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française ;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget donné le 6 décembre 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances, donné le 5 décembre 2018 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des femmes et des hommes et sur la situation respective des personnes handicapées du 6 décembre 2018 ;

Vu que le Conseil d'Etat a rayé du rôle l'examen du texte, le 6 mai 2019, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique et du Membre du Collège chargé de la Formation professionnelle ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 127 et 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à tous les membres du personnel statutaire (définitif ou stagiaire) et contractuel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

CHAPITRE II. — *Intervention de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour l'utilisation des transports en commun publics par chemin de fer sur le chemin du travail*

Art. 3. Le membre du personnel qui utilise les transports en commun publics par chemin de fer, combinés ou non avec TEC et/ou DE LIJN, bénéficie d'une intervention de 100 % dans les frais d'abonnement pour effectuer régulièrement le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement.

Le membre du personnel bénéficie également d'une intervention de 100 % dans les frais de tout autre titre de transport SNCB pour effectuer régulièrement le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement.

Art. 4. L'intervention dans l'abonnement de train, combiné ou non avec TEC et/ou DE LIJN, à charge de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est réglée par une convention conclue entre la Société Nationale des Chemins de fer Belges et l'Institut précité.

Art. 5. En vertu de cette convention, l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle paie directement à la Société Nationale des Chemins de fer Belges le montant de son intervention dans les frais de transport du membre du personnel.

CHAPITRE III. — *Intervention de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle pour l'utilisation des transports en commun publics TEC et DE LIJN sur le chemin du travail*

Art. 6. Le membre du personnel qui utilise les transports en commun publics TEC et/ou DE LIJN pour effectuer régulièrement le déplacement de sa résidence à son lieu de travail et inversement obtient, à sa demande, le remboursement à 100% de son abonnement TEC et/ou DE LIJN.

CHAPITRE IV. — *Octroi d'un libre-parcours STIB et éventuellement d'une extension MTB pour les déplacements effectués pour les besoins du service*

Art. 7. Pour ses déplacements de service à l'intérieur de la Région de Bruxelles-Capitale, l'agent bénéficie d'un abonnement sur le réseau de la S.T.I.B.

Cet abonnement peut être complété par une extension MTB dans la mesure où l'agent démontre que cette extension est justifiée par l'utilisation fréquente qu'il fait d'autres transports en commun sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale.

CHAPITRE VI. — *Dispositions abrogatoires et finales*

Art. 8. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 15 janvier 2009 organisant l'octroi d'un libre-parcours STIB et d'un libre-parcours MTB au personnel de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle est abrogé.

Art. 9. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2019.

Art. 10. Les Membres du Collège chargés de la Formation professionnelle et de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 9 mai 2019.

Par le Collège :

La Présidente du Collège, chargée du Budget,
F. LAANAN

La Membre du Collège, chargée de la Fonction publique,
C. JODOGNE

Le Membre du Collège, chargé de la Formation professionnelle,
D. GOSUIN

—————
VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2019/30519]

9 MEI 2019. — **Besluit 2018/2566 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot regeling van de tussenkomst van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle voor het gebruik van het gemeenschappelijk openbaar vervoer**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, inzonderheid artikel 22;

Gelet op het besluit 2008/470 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 januari 2009 tot regeling van de toekenning van een MIVB-vrijkaart en van een MTB-vrijkaart aan het personeel van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, gegeven op 22 maart 2019;

Gelet op het protocol nr. 2018/10 van 24 september 2018 betreffende het sectorakkoord 2018-2019 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het protocol nr. 2019/14 van 13 maart 2019 van het Comité van sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het akkoord van het lid van het College belast met Begroting, gegeven op 6 december 2018;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 5 december 2018;

Gelet op het evaluatieverslag over de gevolgen van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen en op de respectieve situatie van personen met een handicap van 6 december 2018;

Aangezien de Raad van State op 6 mei 2019 het onderzoek van de tekst geschrapt heeft van de rol, overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voordracht van het lid van het College belast met Openbaar Ambt en van het lid van het College belast met Beroepsopleiding;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid zoals bedoeld in de artikelen 127 en 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 ervan.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing op alle statutaire (vastaangestelde of stagedoende) en contractuele personeelsleden van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle.

HOOFDSTUK II. — *Tussenkost van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle voor het gebruik van het gemeenschappelijk openbaar vervoer met de spoorwegen op weg naar het werk*

Art. 3. Het personeelslid dat gebruikmaakt van gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen per spoor, al dan niet in combinatie met de TEC en/of DE LIJN, om zich regelmatig te verplaatsen tussen de verblijfplaats en de werkplaats, geniet een volledige tussenkost in de abonnementskosten.

Het personeelslid geniet eveneens een volledige tussenkost in de kosten voor alle andere vervoerbewijzen van de NMBS om zich regelmatig te verplaatsen tussen de verblijfplaats en de werkplaats.

Art. 4. De tussenkost in het treinabonnement, al dan niet in combinatie met de TEC en/of DE LIJN, ten laste van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, wordt geregeld door een overeenkomst afgesloten tussen de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen en het voornoemde Institut.

Art. 5. Krachtens deze overeenkomst betaalt het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle het bedrag van zijn tussenkost in de vervoerskosten van het personeelslid rechtstreeks aan de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen.

HOOFDSTUK III. — *Tussenkost van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle voor het gebruik van de gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen TEC en DE LIJN op weg naar het werk*

Art. 6. Het personeelslid dat gebruikmaakt van de gemeenschappelijke openbaar vervoermiddelen TEC en/of DE LIJN om zich regelmatig te verplaatsen tussen de verblijfplaats en de werkplaats, bekomt, op zijn vraag, de volledige terugbetaling van zijn abonnement voor de TEC en/of DE LIJN.

HOOFDSTUK IV. — *Toekenning van een MIVB-vrijkaart en eventueel van een uitbreiding voor de MTB voor verplaatsingen in dienstverband*

Art. 7. Voor dienstverplaatsingen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest geniet de ambtenaar een abonnement voor het netwerk van de MIVB.

Dit abonnement kan worden aangevuld met een uitbreiding voor de MTB, voor zover de ambtenaar aantoonbaar dat deze uitbreiding gerechtvaardigd is door het veelvuldige gebruik dat hij maakt van andere openbaar vervoermiddelen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

HOOFDSTUK V. — *Slot- en opheffingsbepalingen*

Art. 8. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 15 januari 2009 tot regeling van de toekenning van een MIVB-vrijkaart en van een MTB-vrijkaart aan het personeel van het Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle wordt opgeheven.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019.

Art. 10. De leden van het College bevoegd voor Beroepsopleiding en Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 9 mei 2019.

Voor het College :

De voorzitter van het College bevoegd voor Begroting,

F. LAANAN

Het lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt,

C. JODOGNE

Het lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding,

D. GOSUIN